



COMMUNIQUÉ N° 011/2016 DU PARTI CNDD-FDD DU 30 JUIN 2016

La vérité attendue par le peuple Burundais ne viendra pas d'Arusha bis.

- 1. En 2000, des Burundais se prétendant les plus intelligents se sont rassemblés, sans mandat de personne, et se sont retrouvés à Arusha en République Unie de la Tanzanie où des intérêts de partage de postes de responsabilités dans un Gouvernement de transition ont été échangés sous la bénédiction et les applaudissements de la Communauté Internationale au sein de laquelle la Belgique en bonne position ;**
- 2. Les participants à Arusha 2000 veulent rééditer leurs forfaits en 2016 en criant à qui veut les entendre que la renégociation d'Arusha s'impose car les ventres se sont agrandis ce qui signifie que les résultats obtenus ne répondent plus à leurs intérêts égoïstes. Après avoir tenté en vain un coup d'Etat contre les institutions démocratiquement élues le 13 Mai, ils se sont jetés dans une démarche qui crée Arusha bis pour un recentrage du partage des postes, ce qui équivaut ni plus ni moins à la confiscation du pouvoir du peuple et au parachèvement du putsch manqué ;**
- 3. L'Accord d'Arusha en 2000 a été engagé et conclu entre les intellectuels sur base ethnique même si les Batwa ont été écartés. Aujourd'hui, les Burundais ont découvert qu'ils ont besoin d'un accord construit par ceux qui ne se sont pas rendus à Arusha 2000 et autour de ceux qui peuvent nous amener à l'éclosion de la vérité, c'est-à-dire ces vieux et vieilles jonchés sur les différentes collines du pays. Ceux-là ne se partagent pas les postes ministériels et sont uniquement animés par la volonté**

de faire éclore la vérité pour que les accords à conclure soient durables voire définitifs ;

4. Le Peuple Burundais a été déçu de l'apport des représentants du Clergé dans le pays qui se sont assimilés aux politico-politiciens d'Arusha 2000 au lieu d'être les bergers des Enfants de Dieu. Ce qui ajoute le noir au noir, c'est que le message de la Conférence des Evêques Catholiques du Burundi du 9 juin 2016 ne parle qu'au nom de certains membres du Clergé et qui s'était fait représenter à Arusha en 2000 pour les débats ethniques ayant conduit au partage du pouvoir entre les ethnies alors qu'il savait bel et bien que les ethnies ne sont que des produits de la colonisation. Aujourd'hui, ces responsables du Clergé n'ont pas changé de position et tiennent sur la réédition d'Arusha 2000, autrement dit la reconsidération du mensonge comme référence à l'accord inter-Burundais ;

5. Les représentants du Clergé de concert avec les responsables de certains politiciens et chefs de la société civile se réclamant de l'opposition radicale n'ont aucune vérité à communiquer ni à transmettre au Peuple Burundais car ayant déjà montré leur limite. Ils ont été incapables de dire la vérité qui aurait aidé le Peuple à se connaître les uns et les autres en vue de tisser des accords fondés sur la vérité au lieu de le tromper et l'orienter vers une démarche ethnique qui débouche sur un accord plein de mensonge. L'Accord d'Arusha 2000 est un exemple parlant où des débats égoïstes se sont déroulés sur base ethnique alors que les uns et les autres savaient que lors de la monarchie, dans les temps reculés, le pouvoir était reparti entre les clans et pas entre les ethnies qui n'existaient pas par ailleurs. Pourquoi ne pas se joindre à la Commission National de Dialogue Inter-Burundais, " CNDI " et lui donner l'éclairage sur ce passé historique pour montrer que les ethnies ne sont une émanation ni de la tradition ni de la culture Burundaise d'autant plus grave que les divisions ethniques ayant déchiré le pays ne sont qu'un produit colonial ;

6. Le Peuple Burundais a grandement besoin de ces vieux et vieilles éparpillés sur les collines pour que la vérité fuse. Devant les prétendus intellectuels et les responsables du Clergé qui ont failli à la mission de faire éclore la vérité, il apparaît indispensable de faire recours à cette population des collines pour dire la vérité et ainsi aider la CNDI dans sa noble mission nationale. Cette population ne peut se rendre à Arusha, car Arusha n'est que le siège des spéculations politiciennes égoïstes sans intérêt du peuple pour lequel l'Accord devrait être conclu. Pas de vérité possible à Arusha alors que c'est de cela dont les Burundais ont besoin pour se construire un avenir sûr et durable ;

7. Lorsque les gens se connaissent, ils se créent des relations saines y compris les accords qu'ils peuvent se faire entre eux. Mais aussi longtemps que des individus déclarent eux-mêmes se faire des accords non fondés sur la vérité prouvée à suffisance que les parties à l'accord ne se connaissent pas. Pourquoi alors persévérer dans une démarche qui cherche à tout prix à conclure des alliances ou des accords sur base de méconnaissance de l'autre ou de mensonge? Pourquoi conclure une alliance entre deux conjoints qui ne se connaissent pas et surtout lorsque l'un et l'autre sont convaincus de se tromper mutuellement? Pourquoi des accords de récupération à l'image de celui d'Arusha de 2000? Le Peuple Burundais a été trompé et désabusé en se laissant noyer dans une vision de partage de postes sur fond ethnique par ceux-là même qui étaient censés les mettre sur le bon chemin. Comme ils ont échoué et déçu, qu'ils cessent de se mettre devant les Burundais pour les tromper encore une fois en présentant l'extérieur comme source de la vérité à la question Burundaise. Que les vieux et les vieilles sur les collines prennent le taureau par les cornes à travers la CNDI pour sortir cette vérité qui va sauver définitivement le pays et que les mensonges cessent à jamais ;

8. Quelle vérité peut-on avoir de la part de ceux qui se cachent l'identité ethnique ? Ils n'ont pas de gêne à se présenter comme ceci comme cela alors qu'ils savent pertinemment qu'ils ne le sont pas jusqu'à conclure une alliance ou un accord sur base de mensonge. Pourquoi cette mentalité ? Cette assertion est à prendre au sérieux dans la mesure où l'après-accord a été toujours caractérisé par des propos sous-tendant des intérêts égoïstes inavoués atteints ou non atteints où les insatisfaits cherchent à torpiller la mise en application de l'accord conclu. Arusha 2000 n'a pas échappé à ce raisonnement car le G7 et le G10 tirés par Pierre Buyoya se sont coalisés pour renverser les institutions démocratiquement élues sous l'appui de la Belgique qui devrait lui rendre la pareille pour avoir accepté les méfaits des divisions ethniques lors des négociations d'Arusha 2000. Ce qui fait mal est qu'il existe encore un groupe de politiciens de l'opposition radicale partageant les mêmes points de vue avec les responsables du Clergé ainsi que certaines associations de la société civile qui n'ont rien d'autre à offrir au peuple que les divisions ethniques en se cachant derrière le mandat. Ces mensonges finiront par s'estomper car un jour ils seront obligés de dire où ont été enterrés l'Abbé Michel KAYOYA et ses collègues en 1972, la femme du Prince Louis RWAGASORE, Héros de l'Indépendance du Burundi, le roi Ntare V portant le nom de NDIZEYE Charles, etc... etc.... Ceux qui cachent toute cette vérité continuent à égrener des mensonges sous forme de semblant de conseils de bonne foi, alors qu'ils ne visent que le contraire de ce qu'ils disent ;

9. Il est déconcertant de voir que les participants aux négociations d'Arusha de 2000 ont accepté que la période concernée par la CVR commence par le 1er Juillet 1962 comme si le Burundi n'existait pas avant cette date. Cette démarche est de nature à prendre le peuple Burundais pour des enfants en oubliant que le mensonge crève les yeux. Il se voit que l'Accord d'Arusha a fait l'objet de marchandage entre le G7, G10 et la Belgique où cette dernière a gagné le silence sur les méfaits et forfaits de la période pré-indépendance. Le G7 et le G10 ont gagné à leur tour l'assurance du pays ex-colonisateur de les maintenir au pouvoir de gré ou de force. Et c'est le sens de tout l'appui à l'insurrection et au coup d'Etat par la Belgique contre les institutions démocratiquement élues. Et c'est aussi ici que prend le sens de toute la haine qui anime certains autorités belges dont Louis Michel, son fils Charles Michel et Didier Reynders contre le pouvoir issu de la volonté du peuple par les urnes car voulant placer leurs ouailles par force ;

10. Au regard de tout ce qui précède et pour que la vérité puisse éclore et servir de fondement de tout accord entre les Burundais, les soi-disants intellectuels réfléchissant en lieu et place du peuple doivent mettre fin à leur pratique car aucune vérité ne peut sortir de leurs têtes tant leurs préoccupations égoïstes et égocentriques sont si importantes. Une telle vision ne doit plus tromper le Facilitateur Benjamin William MKAPA qui, sur base de cet éclairage, serait appelé à s'appuyer sur les apports des vieux et vieilles sur les collines pour connaître la vérité qui sauve durablement.

Fait à Bujumbura le 30 Juin 201

*L'Honorable Pascal NYABENDA,
Président du Parti CNDD-FDD.*